



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2023

Contexte et constats



Publié sur

Société CSL

La petite Craz

CD147

69720 SAINT LAURENT DE MURE

Références : UDR-SSDAS-23-116-YG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 de l'établissement implanté Lieu dit « La Petite Craz » 69720 ST LAURENT DE MURE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CSL
- lieu dit « La Petite Craz » 69720 SAINT LAURENT DE MURE
- Code AIOT dans GUN : 0006101466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière CSL est autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 à exploiter une carrière de roches alluvionnaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi mise en demeure du 24 octobre 2022
- Exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi d'un arrêté Préfectoral de mise en demeure	Arrêté Préfectoral de mis en demeure du 24 octobre 2022 – Article 1	/	Levée de la mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre et plans	Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 7.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 10 juin 2022, l'IIC avait constaté qu'une partie de la bande des 10 m avait disparu suite à un glissement de terrain en limite de propriété avec le site Lyon Agglos. À la suite de la visite d'inspection du 10 mai 2022, un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant notamment la reconstitution de la bande des 10 m a été établi et signé le 24 octobre 2022.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'IIC a constaté que l'exploitant respecte les prescriptions de la mise en demeure du 24 octobre 2022, le talus a été reconstitué, la barrière délimitant le site mise en place et un système de surverse a été mis en place afin d'éviter un nouvel incident lors d'un épisode orageux.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à madame la Préfète de lever la mise en demeure du 24 octobre 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juin 2012 – Article 7.6
Thème(s) : Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 7.6. Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'inspection des installations classées. Sur ce plan sont reportées [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a remis à l'IIC un plan d'exploitation en date de juin 2022. Ce dernier a bien été mis à jour avec les effets du glissement d'octobre 2019 et qui n'avait pas été repris sur le plan d'exploitation réalisé en 2021. L'inspection constate que le plan reflète la réalité du terrain conformément à la demande issue de la précédente inspection.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi de la Mise en demeure du 24 octobre 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en Demeure du 24 octobre 2022 Article 1
Thème(s) : Mise en Demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Les Carrières De Saint Laurent, implantée La Petite Craz, à 69720 SAINT LAURENT DE MURE est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de : <ul style="list-style-type: none">• respecter les dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 dans un délai de 3 mois. L'exploitant propose les modalités de reconstitution de la bande des 10 mètres et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs et modes de preuves garantissant la sécurisation du périmètre.
Constats : L'IIC a constaté que l'exploitant respecte les prescriptions de la mise en demeure du 24 octobre 2022, le talus a été reconstitué, la barrière délimitant le site mise en place et un système de surverse a été mis en place afin d'éviter un nouvel incident lors d'un épisode orageux.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Levée de la mise en demeure établie par arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/22 L'inspection des installations classées propose à madame la préfète du Rhône de lever l'arrêté de mise en demeure du 24 octobre 2022.